



Commission Administrative Locale N°3

25 juin 2015

Madame la présidente,

La CGT Finances Publiques dénonce la pénurie d'agents dans les services.

Les chiffres communiqués par l'administration confirment la désastreuse situation de l'emploi en catégorie C avec un déficit de 2696,7 agents l'appel de la liste complémentaire de 931 agents sera bien loin de combler ce déficit.

La situation des effectifs est déplorable pour les deux filières !
Comment faire fonctionner les services dans ces conditions ?

Ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnés : fusions des services, fermetures de services au public trois demi-journées par semaine pour les CDFP dépendant de communes de plus de 10 000 habitants, fermeture des trésoreries au public toutes les après midi. L'inquiétude des agents concernant la pénurie d'emplois est réelle.

Les agents subissent au quotidien les conséquences des suppressions d'emplois : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

Si l'administration recrutait à hauteur des besoins des services, de nombreux agents, dont certains se trouvent en grande difficulté ne seraient pas « bloqués » sur leur résidence actuelle auraient obtenu leur mutation.

Pour la CGT, les agents n'ont pas à subir les mauvais choix de gestion de l'administration en matière de recrutement et une fois de plus, l'administration anticipe les suppressions d'emplois à venir.

Nous constatons à la lecture des documents que si des mutations complémentaires ont bien été prononcées, pour autant, notre département, comme de nombreux autres, va rester déficitaire.

La situation des effectifs dans notre département au 1^{er} septembre 2015 sera de moins 14 C et de moins 16 B (au projet).

Tous les sites sont touchés, certains sites plus lourdement comme Boulogne (-13C), Montreuil (-8C), Béthune (-3C).

Nous ne pouvons donc être satisfaits par ce mouvement !

Nous sommes bien loin de notre revendication que toutes les vacances soient pourvues dès lors que le poste est demandé par un agent.

La CGT Finances Publiques revendique l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement d'agents à hauteur des besoins réels. Cela permettrait non seulement d'améliorer la situation, de plus en plus inquiétante, des agents et des services mais aussi de donner des possibilités de mutation à des collègues qui attendent depuis plusieurs années.

L'élu CGT Finances Publiques

Frédéric SCALBERT